

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**Communauté de Communes du Quercy Rouergue et des Gorges de l'Aveyron
82140 Saint Antonin Noble Val - Mardi 21 avril 2026**

Le Conseil communautaire s'est réuni le mardi 21 avril de l'an deux mille vingt-six à 19h30, au nombre prescrit par le règlement, dans le lieu habituel de ses séances à Saint-Antonin-Noble-Val, sous la présidence de Madame BIRS, Présidente de la Communauté de Communes

Date de la convocation : 14 avril 2026

Nombre de délégués en exercice : 32. Nombre de présents : 31 Nombre de votants : 32

Présents : Mesdames BAGES, BIRS, CARDONNEL, GINESTOUS, MIRAMOND, PAPADOPOULO, PHILIPPE, SOCCOL, SOLEILHET, VIDAILLAC ;

Messieurs ADAM, BURG, COUSI, CROS, ESTRISPEAU, FERAL, GALAN, GALLAND, GAUTIER, HENRY, ICHES, JALLET, LOMBARD, LOPINET, MARTY, PALACH, PETIT, RENAULT, ROMANO, SERVIERES, SOUDARIN.

Absents : Mme BOZONNET a donné procuration à M. JALLET

Monsieur GAUTIER Thierry a été élu secrétaire de la séance.

Ref. 2026_3311

Objet : RH - Délibération autorisant la Présidente à conclure des contrats à durée déterminée dans le cadre de remplacement dans les services appartenant au SPIC.

LA PRESIDENTE

Compte tenu de l'article L.2224-11 du CGCT précisant que : « Les services publics d'eau et d'assainissement sont financièrement gérés comme des services à caractère industriel et commercial. ».

Compte tenu que le principe de recrutement est le suivant : l'ensemble des personnels des services publics à caractère industriel et commercial (au nombre desquels les services d'eau et d'assainissement) est soumis au droit privé.

Vu le code du travail, notamment les articles L1242-7, L1242-1

Conformément à l'article L1242-2 du code du travail sous réserve des dispositions de l'article L. 1242-3, un contrat de travail à durée déterminée ne peut être conclu que pour l'exécution d'une tâche précise et temporaire, et seulement dans les cas suivants :

1° Remplacement d'un salarié en cas :

- a) D'absence ;
- b) De passage provisoire à temps partiel, conclu par avenant à son contrat de travail ou par échange écrit entre ce salarié et son employeur ;
- c) De suspension de son contrat de travail ;
- d) De départ définitif précédant la suppression de son poste de travail après consultation du comité social et économique, s'il existe ;
- e) D'attente de l'entrée en service effective du salarié recruté par contrat à durée indéterminée appelé à le remplacer ;

2° Accroissement temporaire de l'activité de l'entreprise ;

AR Prefecture

082-248200107-20260421-2026_3311-DE
Reçu le 22/04/2026

~~3° Emplois à caractère saisonnier~~ dont les tâches sont appelées à se répéter chaque année selon une périodicité à peu près fixe, en fonction du rythme des saisons ou des modes de vie collectifs ou emplois pour lesquels, dans certains secteurs d'activité définis par décret ou par convention ou accord collectif de travail étendu. Il est d'usage constant de ne pas recourir au contrat de travail à durée indéterminée en raison de la nature de l'activité exercée et du caractère par nature temporaire de ces emplois. Lorsque la durée du contrat de travail est inférieure à un mois, un seul bulletin de paie est émis par l'employeur ;

Madame la Présidente propose aux membres du conseil communautaire de l'autoriser, pour la durée du mandat de manière générale, à conclure des contrats à durée déterminée selon les fondements cités aux articles L1242-2 du code du travail afin d'assurer les remplacements dans les services appartenant au SPIC, pour garantir la continuité du service public.

Les contrats seront établis en correspondance avec la catégorie hiérarchique de la personne à remplacer, à savoir ouvrier ou ETAM.

Madame la Présidente précise que selon/

- l'article 1242-15 du code du travail, la rémunération du remplaçant sera équivalente à celle du salarié absent dans la mesure où ce dernier est de qualification égale et occupe les mêmes fonctions.
- l'article 1242-7 du code du travail, le contrat de travail à durée déterminée pourra comporter un terme fixé ou pas, il sera alors conclu pour une durée minimale. Il a pour terme la fin de l'absence de la personne remplacée ou la réalisation de l'objet pour lequel il a été conclu.

Les membres du conseil après avoir délibéré à l'unanimité :

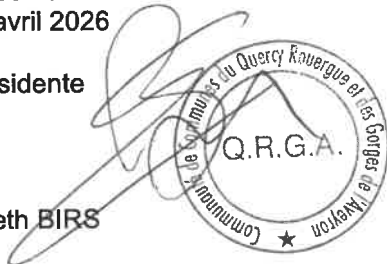
- **ACCEPTENT** les propositions ci-dessus ;
- **CHARGENT** la Présidente ou son représentant de procéder à toutes les démarches nécessaires au recrutement de l'employé, et signer le contrat et les éventuels avenants ;
- **DISENT** que les crédits nécessaires aux rémunérations et aux charges afférentes sont disponibles et inscrits au budget de la collectivité aux articles et chapitre prévus à cet effet de l'année en cours et pour les années à venir .

Fait à Saint Antonin Noble Val

Le 21 avril 2026

La Présidente

Elisabeth BIRS



Le Secrétaire de séance

Carly

Thierry GAUTIER



La Présidente certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa transmission en Préfecture et/ou de sa publication. Le Tribunal Administratif pourra être saisi par courrier ou par l'application informatique Télérecours accessible par le lien <http://www.telerecours.fr/>